

Hausse de l'emploi: "Le moment propice pour réformer le marché du travail"

[Exp lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/hausse-de-l-emploi-le-moment-propice-pour-reformer-le-marche-du-travail_1917175.html](http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/hausse-de-l-emploi-le-moment-propice-pour-reformer-le-marche-du-travail_1917175.html)

Laurent
Martinet

Invalid
Date

L'économie française a retrouvé un rythme de créations d'emplois inédit depuis la crise de 2008. L'analyse de Xavier Timbeau, économiste à l'OFCE.

De plus en plus de créations d'emplois. Alors que l'année 2016 avait permis d'enregistrer 190 000 nouveaux postes, le seul premier trimestre 2017 en a connu 89 700, annonce l'Insee. De quoi augurer près de 400 000 nouveaux postes en 2017.

La reprise est-elle solide, malgré le poids de l'intérim et des CDD, qui représentaient près de 90% des embauches en 2016? Le point avec Xavier Timbeau, de l'OFCE.

PUBLICITÉ

Le chiffre de l'Insee est-il encourageant, ou signifie-t-il que la précarité augmente?

XT.: Il y a une accélération des créations qui devrait permettre de faire baisser d'un point le taux de chômage d'ici la fin de l'année [Il est de 9,3% au premier trimestre], car la population active n'augmente que de 150 000 personnes par an en moyenne. C'est tout de même une inversion spectaculaire de la courbe.

Le chiffre de l'Insee ne donne pas d'indication sur la nature des emplois. On peut relever que l'emploi intérimaire est relativement stable depuis plusieurs années. Il augmente dans les mêmes proportions que les autres contrats. Ce qui signifie que l'intérim, souvent plus précaire et plus flexible, est devenu une composante structurelle du marché de l'emploi. Il n'y a plus d'intégration de ces postes à l'intérieur des entreprises.

Les services créent-ils des emplois plus précaires que l'industrie, qui continue pour sa part d'en détruire?

Les services forment une galaxie massive, qui représente près de 80% de l'emploi total, soit 20 millions de postes. La tertiarisation de l'économie se poursuit. Par exemple, trois millions de personnes travaillent pour le seul service aux entreprises, soit autant que dans toute l'industrie, hors-énergie.

Difficile de trouver des points communs à tous ces emplois, qui recouvrent des statuts et des relations sociales très différentes. La précarité n'est pas plus forte dans les services que dans l'industrie.

Pour certains économistes, le chômage se rapproche de son niveau structurel. Les créations de postes vont-elles marquer le pas?

Le chômage structurel est une notion complexe. Avant crise en 2007, il était estimé à 7%. Certains économistes évoquent aujourd'hui un chiffre de 9%, car la crise aurait détruit les capacités de l'économie à créer des emplois durables. Je pense qu'il ne faut pas être aussi pessimiste. Nous ne sommes pas face à un mur.

La baisse du chômage va permettre à certains salariés de se réorienter vers des emplois plus qualifiés. Ce qui va entraîner une hausse de leur productivité, et la création de nouvelles richesses qui permettront à leur tour de créer des emplois. La population française ne manque pas forcément de qualifications, elle a un niveau d'éducation initial assez élevé par rapport à la moyenne européenne.

L'emploi repart sans la réforme du code du travail voulue par Emmanuel Macron. A quoi servira-t-elle?

Effectivement, l'emploi accélère sans même que la loi El Khomri ait eu le temps de produire ses effets. Une

réforme plus radicale, avec par exemple la possibilité de négocier le motif de licenciement [dans le contrat de travail](#), ferait baisser le coût du licenciement, avec là aussi des effets à plus long terme. Les pratiques mettent du temps à changer.

LIRE AUSSI >> [Entre "flexisécurité" et libéralisme, où se situe la loi El Khomri?](#)

Mais le gouvernement a tout intérêt à mener ses réformes [dans un marché de l'emploi dynamique](#). Dans un marché déprimé, la flexibilité supplémentaire peut conduire à exclure des salariés, et à faire augmenter le chômage. Si le chômage baisse, la flexibilité profite aussi aux salariés et il devient plus facile de financer les mesures de sécurisation des parcours qui vont de pair, dans le modèle de flexisécurité qui semble à l'horizon. Les partenaires sociaux peuvent se montrer plus souples. Le calendrier est donc propice.